

La ville est un espace de vie mais aussi un lieu de passage qui prône la mobilité des individus. Certains s'arrêtent un instant, tandis que d'autres investissent plus longuement un banc, un parc ou un couloir de métro. D'autres encore ne font que défiler sans prêter attention à leur environnement immédiat.

Pourtant, l'espace urbain offre un univers d'images et de messages, d'usages et d'expressions de soi. Un tel environnement ne manque pas d'être détourné par ceux qui tentent de sortir du bien fameux « anonymat des grandes villes ». Dès lors, tout ou presque est envisageable et un véritable bras de fer oppose le citoyen à sa commune, mais aussi à ses pairs. A charge pour la ville de réprimer ou légaliser, laisser faire ou encourager, mais en tout cas de ne pas se laisser déborder. Il incombe également à chacun de ses habitants de faire de la ville un terrain d'entente.

« C'est ma ville ! » s'intéresse aux manières dont les habitants de métropoles européennes, africaines et américaines se représentent l'espace urbain. A partir de vingt-deux contributions qui font se croiser différents regards, scientifiques et artistiques, cet ouvrage nous interpelle sur les modes d'appropriation et de détournement de la ville.



Nicolas HOSSARD et Magdalena JARVIN, docteurs en sociologie de l'Université René Descartes - Paris 5, sont à l'initiative de ce projet original réunissant des travaux à vocation culturelle et disciplinaire plurielle.

C. Arpaillange, P. Auboiron, P.-A. Barthel, S. Berthon, C. Boli, A.-C. Bronner, C. Darlon, S. Dessajan, C. Détrez, M. Dumont, G. Gaglio, E. Gardella, C. Gier, A. Gloor, C. Langlais, E. Le Méner, L. Makhloufi, H. Marchal, P. Mbouombouo, P. Mercklé, A. Milon, I. Moglan, M.-A. Montané, R. Pérez López, J. Poirson, B. Pradel, H. Thomas, M. Veyret et D. Vuattoux.



ISBN : 2-7475-9077-1

24,50 €

Sous la direction de
Nicolas Hossard et
Magdalena Jarvin

« C'EST MA VILLE ! »

De l'appropriation et du détournement de l'espace public



Dossiers Sciences Humaines et Sociales

« C'EST MA VILLE ! »

*De l'appropriation et du détournement
de l'espace public*



Sous la direction de
Nicolas Hossard et Magdalena Jarvin

L'Harmattan

S'APPROPRIER LA VILLE : PRATIQUES SPATIALES DES JEUNES DE LA RUE À MEXICO¹

Ruth PÉREZ LÓPEZ

Le propos de cet article est de montrer comment l'usage de l'espace urbain est en corrélation étroite avec les logiques de survie mises en œuvre par les jeunes de la rue. Plus précisément, l'objectif est de saisir comment, à travers des modes particuliers d'appropriation et d'investissement des espaces publics, ils parviennent à s'intégrer dans un quartier en utilisant l'espace non seulement comme lieu de vie mais également comme principale ressource pour survivre.

L'intérêt d'une telle démarche consiste à démontrer comment cette population, généralement perçue par les institutions et les médias comme des victimes et des sujets passifs incapables d'agir sur leur environnement, développe les connaissances et les aptitudes nécessaires afin de s'adapter à la rue et de la maîtriser. Parmi celles-ci, l'appropriation, l'organisation, et la défense d'un territoire leur permettent d'obtenir une plus grande protection et intimité. C'est ainsi que des bandes s'approprient un nombre illimité d'espaces et les aménagent en des lieux de vie, les détournant ainsi de leur fonction d'origine (de repos, de jeu, de passage, etc.).

Aussi, il s'agira d'analyser les formes d'appropriation de l'espace ainsi que les différentes fonctions que les jeunes lui attribuent, puis de voir comment les jeunes s'intègrent progressivement dans des réseaux tout en faisant face à différents obstacles. Plutôt que de présenter une théorie sur l'appropriation des espaces publics par les jeunes de la rue, nous explorerons leurs pratiques spatiales à travers des exemples précis de formes d'investissement, d'appropriation et d'exploitation de l'espace.

¹ Des illustrations de cette contribution sont consultables sur le site <http://www.consommations-societes.net>

Méthodologie et population étudiée

Cette étude prend pour objet des groupes de jeunes mineurs et majeurs de la rue (12-25 ans) de différentes zones de Mexico. Elle est le résultat d'une enquête ethnographique en cours réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat. Pour approcher la population étudiée, nous avons exploité les méthodes classiques de l'anthropologie, dont l'observation participante et les entretiens formels et informels, ainsi que des méthodes utilisées moins fréquemment dans cette discipline : cartes mentales, questionnaires, cartographies et une méthode d'investigation que j'expérimente actuellement et qui a pour objectif d'analyser les pratiques socio-spatiales des jeunes à travers la photographie².

Depuis le début de l'enquête, nous avons repéré vingt et un points stratégiques de regroupement de jeunes et avons porté notre attention principalement sur cinq d'entre eux³ : le groupe de Santa Anita qui occupe un terrain vague sous un pont de métro aérien, celui de Buenavista installé dans le parking d'un centre commercial, le groupe de Niños Héroes situé sur les marches d'un ancien théâtre et les groupes de Zarco et de La Raza, installés respectivement sur une place et dans un parc public. La composition de ces groupes est très variable puisque nous trouvons six membres dans le groupe de Buenavista, et jusqu'à vingt-cinq dans celui de La Raza.

Nous avons passé des questionnaires auprès de soixante jeunes. En estimant à quatre-vingt quatre le nombre de jeunes qui vivent dans ces zones, la proportion paraît significative (71,5%). Cependant, elle est loin d'être représentative de la population totale⁴. Par conséquent, les données recueillies ne

² L'élaboration de cette méthode se fait à partir de l'attribution d'appareils photos jetables aux jeunes en leur donnant pour consigne de photographier leurs connaissances ainsi que les espaces qu'ils ont l'habitude de fréquenter. Nous réalisons alors, à partir des photos, des entretiens directifs visant à saisir les réseaux de relations des groupes ainsi que leurs pratiques spatiales.

³ Nous avons choisi cet échantillon pour son caractère hétérogène, en fonction de la situation géographique de la zone, du nombre d'individus et de l'âge des jeunes.

⁴ Selon le dernier recensement officiel réalisé par l'Unicef et par le gouvernement du District Fédéral de Mexico, 1829 mineurs vivaient dans la rue en 1996. Les jeunes majeurs de la rue n'ont jamais fait l'objet d'un

chercheront qu'à identifier des tendances et non pas à définir des traits caractéristiques des jeunes de la rue.

D'après les questionnaires, ces jeunes ont plusieurs points en commun : a) ils sont tous des enfants ou jeunes *de* la rue⁵, c'est-à-dire qu'ils utilisent principalement les espaces publics comme des lieux de vie ; b) ils n'ont plus de contact ou ont un contact très sporadique avec leur famille d'origine ; c) cinquante-six jeunes ont séjourné au moins une fois dans une institution d'assistance (foyer) pour une durée de cinq jours à quatorze ans ; d) 95% consomment quotidiennement des drogues.

La population des jeunes de la rue à Mexico diffère en de nombreux points de celle des SDF en France⁶. Toutefois, elle partage quelques similitudes en ce qui concerne leur rapport aux institutions⁷ et leurs pratiques d'appropriation de l'espace⁸. Dans les deux cas, il m'a paru intéressant d'insérer mon étude dans celles qui ont été publiées récemment sur les SDF (Rouay-Lambert, 2004 ; Gaboriau et Terrolle, 2003 ; Zeneidi-Henry, 2002 ; Guillou, 1998 ; entre autres) ainsi que sur les enfants et jeunes de la rue de différentes villes latino-américaines (Lucchini, 1993 et 1996 ; Hecht, 1998 ; Sabbatini, 1996 ; Tessier, 1995 et 1998).

Trouver un espace, l'évaluer et se l'approprier

Contrairement aux SDF qui considèrent moins les aspects fonctionnels d'un lieu que les relations sociales qui peuvent s'y tisser (Rouay-Lambert 2004 : 35), les jeunes de la rue évaluent un espace habitable en fonction de ses ressources matérielles et de la sécurité qu'il peut leur offrir. Ici, il est important que

recensement. UNICEF, Gobierno del Distrito Federal, 1996, *II Censo de los niños y niñas en situación de calle : Ciudad de México*, México, UNICEF.

⁵ Contrairement aux enfants *de* la rue, les enfants *dans* la rue utilisent cet espace exclusivement comme lieu de travail afin de contribuer à l'économie familiale.

⁶ En ce qui concerne principalement l'âge, les modes d'organisation, les logiques d'arrivée dans la rue et les raisons pour y demeurer.

⁷ Dans les deux cas, les institutions sont généralement perçues comme un moyen pour améliorer leur qualité de vie à travers les différentes aides qu'elles proposent et non pas comme une alternative à la rue.

⁸ Les jeunes de la rue et les SDF investissent les espaces, se les approprient et les privatisent en transformant la sphère publique en espace domestique.

l'espace propose un refuge contre les intempéries par exemple (un pont, un tunnel), qu'il dispose d'une source d'eau proche (une fontaine, un dépôt d'eau) ou encore qu'il soit équipé de toilettes publiques.

Par ailleurs, les jeunes étant directement exposés à des agressions provenant de populations diverses⁹, l'espace doit également leur offrir une certaine sécurité, aussi bien matérielle – des égouts, un mur, un grillage –, que symbolique – la présence d'une institution d'assistance, celle d'agents de sécurité avec qui ils peuvent négocier leur tranquillité, etc. – (Pérez López, 2004b : 39). Pour se préserver d'autrui, ils apprennent à alterner entre visibilité et invisibilité, à être vus et reconnus ou passer inaperçus.

Lorsqu'un territoire ne répond pas directement aux besoins des jeunes mais que ces derniers décident tout de même de s'y installer, ils vont modifier sa morphologie afin d'en tirer profit tout en l'adaptant à leur mode de vie et aux caractéristiques de l'espace. C'est ainsi qu'ils vont construire de véritables campements en improvisant des habitations à l'aide de couvertures, de plastiques et de cordes trouvés par hasard ou cherchés dans les décharges de la ville. Toutefois, l'installation dans un espace en particulier n'est pas toujours le produit d'un choix ou d'une recherche active. Dans beaucoup de cas, elle est source de hasards ou réalisée dans l'urgence. C'est le cas des jeunes de Santa Anita qui, expulsés par la police de leur lieu de vie pendant des intempéries, sont allés se réfugier dans un terrain vague sous le pont du métro aérien et, considérant l'espace approprié pour eux, s'y sont installés le jour même et ont commencé à l'aménager selon leurs besoins.

Bien sûr, tous les jeunes de la rue n'aménagent pas les espaces en des lieux de vie permanents. Pendant la journée, certains errent dans un quartier ou squattent les trottoirs sans

⁹ D'après les questionnaires, quatre jeunes sur cinq disent avoir souffert de mauvais traitements dans la rue : vingt-trois jeunes disent avoir subi de mauvais traitements par la police, treize par un membre de leur groupe, dix-neuf par des membres d'autres groupes et enfin huit par des inconnus. Par ailleurs, à la question ouverte « Quels sont pour toi les aspects négatifs de la rue ? », presque la moitié des jeunes (soit vingt-huit) répond spontanément la « violence » et les « coups ».

pour autant s'y stabiliser définitivement ; et pendant la nuit, ils vont s'installer dans des espaces différents : « *Nous dormions sous les marches du restaurant La Escuela, c'est là que nous restions quelques fois. D'autres fois, nous partions au marché San Camilito, d'autres fois nous restions dans un parking, d'autres fois dans un terrain vague, d'autres fois sur des bancs* » (Antonio, 25 ans). Ces différents espaces sont des lieux de passage et non des lieux territorialisés. Les jeunes en ont ici une utilisation différente soit parce qu'il s'agit de jeunes isolés (non intégrés dans un groupe) – et par conséquent l'appropriation exclusive d'un espace leur est impraticable –, soit parce que les espaces dans lesquels ils vivent ne se prêtent pas à leur appropriation et encore moins à leur aménagement. Par ailleurs, les espaces qu'ils fréquentent pendant la journée sont différents de ceux qu'ils utilisent pendant la nuit étant donné que les premiers ne leur offrent pas la sécurité ou la protection recherchée pendant leur sommeil, et les seconds ne sont pas adaptés à leurs besoins journaliers. Ainsi, les bouches d'aération qui soufflent de l'air tiède et qui permettent aux jeunes de se maintenir au chaud à 2200 mètres d'altitude n'ont aucune fonctionnalité pendant la journée et les trottoirs ou marchés, qui sont idéaux pour faire la manche, sont considérés trop dangereux pour y dormir la nuit.

Formes d'appropriation de l'espace

L'espace comme habitat

Revenons maintenant aux groupes de jeunes qui s'approprient des espaces publics pour y créer leur lieu de vie. Ici, il ne s'agit pas d'occuper un espace provisoirement – comme peut le faire par exemple le passant qui s'assoit sur un banc pendant un temps limité – mais de l'investir et de le marquer de manière permanente par sa présence en s'y installant avec des matelas, des couvertures, des plastiques, des fauteuils, des chiens, des vêtements et d'autres acquisitions.

La zone de Santa Anita représente le paroxysme d'appropriation et aménagement de l'espace. Les jeunes de ce groupe se sont installés il y a un an et demi dans un terrain vague qui était déjà équipé avant qu'ils n'arrivent : il possédait

trois petites constructions en béton, des sanitaires et un lavoir¹⁰. Les constructions ont été restaurées par les jeunes et converties en chambres à coucher avec des matelas, des couvertures et des étagères. Avec le temps, ils ont décoré les murs avec des images adhésives et ont acquis une multitude d'objets aux usages divers qu'ils ont trouvée dans la décharge du marché située à quelques minutes de leur lieu de vie. Les jeunes qui sont arrivés progressivement ont construit des tentes qu'ils ont aménagées d'une manière similaire. Au centre de l'espace, ils ont conçu un salon avec trois fauteuils, une table et un téléviseur ainsi qu'un espace cuisine qu'ils utilisent régulièrement pour cuire des aliments sur un feu de bois. L'espace douche se trouve dans un coin du terrain, il est protégé par un grand plastique et ne dispose pas d'installation d'eau : les jeunes vont la chercher dans un local face au terrain vague.

Nous voyons ici comment le terrain fait l'objet d'une véritable planification et dispose aussi bien d'espaces privés – les chambres à coucher – que d'espaces communs – le salon, la cuisine, la douche et les toilettes –. Même si les espaces appropriés par les jeunes font toujours l'objet d'une transformation, cette distribution de l'espace n'est pas fréquente et se trouve à un niveau plus rudimentaire, c'est-à-dire qu'elle représente rarement une reproduction fidèle d'un foyer mais reprend souvent certains éléments de celui-ci (généralement les chambres individuelles ou communes et le salon). Le groupe de Santa Anita, disposant d'un territoire extrêmement isolé et sans fonction apparente, est le seul qui peut se permettre un aménagement plus important de l'espace contrairement à d'autres groupes, comme celui du parc de La Raza, qui ne pouvant l'investir comme ils le souhaiteraient, sont contraints à exhiber leur intimité au moment de faire leur toilette par exemple.

L'espace comme ressource pour survivre

L'espace ne représente pas exclusivement un lieu de vie mais également une ressource économique importante. D'après

¹⁰ Ces constructions ont été réalisées en 1982 par les ouvriers chargés de l'édification du viaduc de la ligne 4 du métro.

les données recueillies, 31 jeunes travaillent, 49 mendient, 31 vendent de la drogue, 34 volent et 4 se prostituent. Ces différentes stratégies de survie sont en relation intime avec le type de territoire qu'ils occupent et les espaces dans lesquels ils se déplacent pendant la journée. Ainsi, par exemple, la place Zarco, par son emplacement dans le centre-ville, se prête beaucoup mieux à la mendicité que le terrain vague de Santa Anita, qui par sa position d'isolement est inaccessible aux passants. Alors que les jeunes de Zarco mendient dans leur lieu même de vie, les jeunes de Santa Anita se déplacent vers les zones du quartier qui permettent l'exercice de ce type d'activités. Toutefois, leur espace de vie étant situé proche d'un marché, ils préfèrent développer des stratégies de survie autour de celui-ci : la majorité des jeunes aident les commerçants dans leur travail en échange de nourriture ou d'argent et beaucoup d'entre eux cherchent dans la décharge du marché des objets qu'ils vont pouvoir vendre par la suite. De même, les jeunes de Buenavista qui ne sont pas situés dans une zone de commerce de rue mais en face d'un hypermarché, offrent aux clients de porter leurs sacs en échange d'une pièce d'argent, pratique réalisée nulle part ailleurs et à l'inverse, seulement un jeune de Santa Anita vend de la drogue alors que dans les autres zones il s'agit d'une pratique qui touche trois jeunes sur cinq.

Le témoignage d'Antonio, qui a vécu toute son enfance et adolescence à Garibaldi, place fortement touristique, montre comment les jeunes exploitent les ressources qui leur semblent les plus avantageuses en fonction du lieu : « *Le gamin de Garibaldi était très dynamique, il chantait quand les gringos arrivaient. Garibaldi était rempli de gens, donc j'allais avec les gringos et je leur chantais une chanson, une chanson populaire qu'ils connaissaient, et comme ils voyaient que j'étais petit et bien ils me lançaient des dollars* ». Ici, plusieurs facteurs sont réunis qui permettent au jeune de tirer un maximum de profit de son activité : a) la place Garibaldi qui est fréquentée par les touristes ; b) la chanson populaire qui plaît spécialement aux Nord-américains ; c) son jeune âge « *j'étais petit* ». Quand le jeune grandit, il prend alors conscience que son aspect ne lui permet plus d'obtenir autant d'argent qu'avant et il va changer de stratégie : « *Et puis tu commences à grandir et, comme tout*

enfant des rues, il faut que tu commences à voler, lorsque tu commences à avoir 12 ou 13 ans parce que les gens commencent à te regarder d'un mauvais œil et ils ne te donnent plus d'argent ». Il précise alors que Garibaldi est un lieu dangereux pour voler, car il est très surveillé par la police. Cette place représente donc un lieu stratégique pour obtenir de l'argent des touristes en développant un type précis d'activités (chanter et non mendier par exemple), mais aussi un lieu totalement inadéquat pour voler (même si la présence de nombreux touristes pourrait en faire un lieu parfait). Aussi, en changeant de stratégie, Antonio a également dû changer d'espace et a commencé à fréquenter les transports publics, lieux idéaux, selon lui, pour se consacrer au vol.

Intégration dans la ville

Cette relation quotidienne à l'espace implique nécessairement, et avec le temps, une intégration dans la ville et dans un quartier en particulier, ainsi que dans un réseau plus ample de relations. Le milieu de la rue et l'appartenance à un groupe fournissent à ces jeunes une structure qui remplace la famille et l'école comme institutions de socialisation et qui leur permettent de tisser rapidement des liens entre eux et avec d'autres personnes qui travaillent ou fréquentent la rue régulièrement – habitants d'un quartier, commerçants, petits trafiquants, vendeurs ambulants, etc. –. Chaque groupe s'intègre dans des réseaux de solidarité qui garantissent son adaptation et survie dans cet espace et s'inscrit progressivement dans un quartier au même titre que d'autres groupes sociaux.

Bien évidemment, cette intégration ne se réalise qu'à travers des négociations constantes face à des conflits d'intérêts (Pessanha, 2004 : 57), car en investissant les espaces comme des lieux de vie, les jeunes détournent les lieux publics et le mobilier urbain de leur fonction d'origine : les bancs se convertissent en lits, les fontaines se transforment en salles de bain démesurées dans lesquelles ils font leur toilette, et le gazon devient un terrain vague rempli de déchets et d'excréments de personnes et de chiens. Inévitablement les parcs et les places sont inaccessibles aux passants et les passages souterrains deviennent d'usage exclusif des jeunes qu'ils vont jusqu'à

revendiquer comme étant de leur usage privé : si un passant arrive à s'aventurer dans leur territoire, ils vont rapidement identifier sa présence et exiger de la justifier. Le détournement de l'espace entraînant également une dégradation de celui-ci, les conflits ne se font pas uniquement avec d'autres usagers mais aussi avec les commerçants de la rue¹¹ – pour qui leur présence peut représenter une menace pour leurs ventes – et avec les pouvoirs publics.

Alors qu'en France les politiques de la ville, visant à un contrôle plus rigoureux de l'espace public, ont mis en place des équipements particuliers pour dissuader les SDF de s'ancrer dans certains endroits ou de détourner le mobilier urbain¹², à Mexico les autorités procèdent régulièrement à des expulsions en force et négocient, parfois, les espaces avec les jeunes de la rue. Ces expulsions ne sont pas toujours définitives étant donné que les zones restent rarement sous surveillance policière. Aussi, lorsque l'espace fait preuve d'une territorialisation importante et qu'il est réappropriable¹³, les jeunes vont s'y réinstaller. Impuissantes face à ces retours, certaines

¹¹ D'après des questionnaires réalisés auprès de quarante-cinq commerçants informels au sein d'une équipe de recherche de l'institution d'assistance Casa Alianza (2001), un commerçant sur deux avait un discours de solidarité envers les enfants et jeunes de la rue et vingt-sept affirmaient entretenir une relation d'amitié ou de travail avec eux. Cependant, également plus de deux commerçants sur trois opinaient que la présence de ces jeunes pouvait provoquer des problèmes dans la zone ainsi qu'une diminution de leurs ventes.

¹² Voir l'article de Daniel Terrolle, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les SDF », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, Paris, Editions Erès, pp. 142-157.

¹³ Les espaces ne sont pas toujours réappropriables : une semaine avant la visite du pape Jean-Paul II en juillet 2002, 250 enfants et jeunes de la rue (selon la presse et les institutions) ont été expulsés du centre-ville de Mexico. Les institutions ont largement critiqué ces expulsions, accusant le gouvernement de vouloir « maquiller l'image de la ville » à travers des actions « violentes » de « nettoyage social » (*Red por los Derechos de la Infancia*). Toutefois, la police fédérale préventive est restée sur les lieux pour éviter que les jeunes ne s'y réinstallent et ces espaces, qui faisaient l'objet d'une appropriation massive depuis plusieurs années, ont été réaménagés. Les jeunes qui y habitaient se sont dispersés et se sont intégrés dans d'autres groupes de jeunes de la rue.

délégations¹⁴ de la ville ont envoyé des travailleurs sociaux pour tenter d'aboutir à un accord avec les jeunes. C'est ainsi qu'à La Raza, ils ont été autorisés à rester dans le parc s'ils le maintenaient sans déchets, puis par la suite des locaux leur ont été proposés à condition qu'ils quittent le parc. Au début, les jeunes ont abandonné le parc puis après quelques mois, des conflits au sein du groupe ont provoqué une division de celui-ci : une partie est revenue tandis que l'autre est restée dans les locaux.

Depuis quelques années le Secrétariat de Sécurité Publique mène des actions avec l'appui de la police pour retirer de la voie publique les enfants et jeunes de la rue, afin de « combattre les futurs délinquants »¹⁵. Elle a également mis en œuvre un programme de rénovation de différents quartiers qui a pour objectif de « retirer » de la voie publique les enfants et jeunes de la rue et de faire renaître des espaces « perdus » depuis des années¹⁶. Plus récemment, l'entrée en vigueur le 1^{er} août 2004 de la loi de culture civique du District Fédéral¹⁷ sanctionne les individus qui « altèrent, d'une manière ou d'une autre et sans autorisation, l'usage ou fonction des aires publiques ou de la voie publique ».

Toutes ces nouvelles mesures ont pour objectif de protéger, ce qui est légitime, l'utilisation ponctuelle et limitée de l'espace et de pénaliser ce qui ne l'est pas, son usage continu et sa monopolisation, en distinguant les « bons » citoyens qui ont le libre-accès à ces espaces, des populations « marginales » à qui on veut en limiter l'accès.

Dans ce contexte de plus en plus répressif, les jeunes apprennent à défendre leur territoire et à mettre en place des stratégies qui leur permettent de le conserver. Ici, l'intégration dans un quartier ainsi que la présence continue dans celui-ci

¹⁴ Le District Fédéral (l'entité administrative correspondant à la ville de Mexico) est divisé en 16 délégations.

¹⁵ « Apoya Alemán Velasco retiro de niños de la calle », *La Jornada*, 15 mars 2002.

¹⁶ « Niños de la calle, limosneros e indigentes, fuera de la zona rosa », *La Jornada*, 29 janvier 2003.

¹⁷ « Ley de cultura cívica del Distrito Federal », (article 26, VI), publié dans *La Gaceta Oficial del Distrito Federal* le 31 mai 2004.

sont essentielles pour conserver un territoire : « *La durée agit comme un facteur qui construit et pérennise le territoire. Le maintien de celui-ci passe par une présence régulière et une fidélité constante à l'espace investi* » (Zeneidi-Henry, 2002 : 220). De cette manière, ce n'est donc plus seulement l'appropriation et l'exploitation d'espaces diversifiés qui permettent aux jeunes de survivre dans la rue, mais aussi leur conservation. Cette conservation signifie plus que sortir vainqueur d'une confrontation avec les autorités, elle signifie aussi préserver la seule chose qui leur reste, les espaces publics, témoins de leur histoire individuelle et collective, lieux de mémoire qui conservent des étapes de vie intimement liées à leur parcours dans un quartier et à leur intégration dans la ville.

S'il est vrai que la misère, la pauvreté et la violence ont imposé la rue aux enfants, nous avons, dans cet article, abordé la question de l'autonomie des jeunes par rapport à leur cadre de vie en postulant qu'ils sont des acteurs développant des stratégies de survie particulières qui leur permettent d'agir sur les événements au lieu de les subir. Ces observations ont eu pour objectif d'analyser l'organisation des enfants et des jeunes dans un contexte de rue et de démontrer qu'ils agissent sur leur réalité en la transformant et en assurant leur place dans la société à travers une intégration active.

Références bibliographiques

- BUENO A., 1990, *Niños de la calle, medio social desfavorecido y conducta infantil*, Barcelone, Libergraf, 32 pages.
- CALDERON GOMEZ J., 2003, *Infancia sin Amparo*, Mexico, Grijalbo/La Jornada, 281 pages.
- DECLERCK P., 2001, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine », 460 pages.
- GABORIAU P., TERROLLE D. (sd), 2003, *Ethnologie des sans-logis. Etude d'une forme de domination sociale*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 212 pages.
- GRIESBACH M., SAURI G., 1997, *Con la calle en las venas*, Mexico, Ednica, 316 pages.

- GUILLOU J., 1998, *Les jeunes sans domicile fixe et la rue*, Paris, L'Harmattan, 132 pages.
- HECHT T., 1998, *At Home in the street : street children of northeast brazil*, New York, Cambridge University Press, 267 pages.
- LUCCHINI R., 1999, *L'enfant de la rue : carrière, identité et sortie de la rue*, Fribourg, Université de Fribourg, Working Paper n°325, 30 pages.
- LUCCHINI R., 1996, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, 323 pages.
- LUCCHINI R., 1993, *Enfant de la rue, identité, sociabilité, drogue*, Genève, Librairie Droz, 272 pages.
- PEREZ LOPEZ R., 2004, « Los niños y jóvenes de la calle y su relación al comercio informal », dans le cadre du colloque *El comercio ambulante en México : investigaciones recientes*, organisé par le PUEC (Programa Universitario de Estudios sobre la Ciudad), 16 juin, Mexico.
- PEREZ LOPEZ R., 2004, « Niño/joven de la calle : ciudad e integración », *Ciudades (Red Nacional de Investigación Urbana)*, n°63, pp. 38-42.
- PESSANHA NEVES D., 2004, « Les "habitants de rue" à Rio de Janeiro (Brésil) : la gestion des intolérances », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, Paris, Erès, pp. 47-62.
- ROUAY-LAMBERT, 2004, « Sur les traces des sans-abris. Le cas exemplaire de Joan », *Espaces et Sociétés*, n°116-117, Paris, Erès, pp. 29-45.
- SABATTINI A., 1996, *On becoming a street child : a field study in the city of Cordoba*, Amsterdam, Université d'Amsterdam, 175 pages.
- TESSIER S. (sd), 1995, *L'enfant des rues et son univers*, Paris, Syros, 232 pages.
- TESSIER S. (sd), 1998, *A la recherche des enfants de rues*, Paris, Karthala, 480 pages.
- ZENEIDI-HENRY D., 2002, *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal, coll. « D'autre part », 288 pages.

JOUR DE MATCH À MANCHESTER : SUPPORTERS DE FOOTBALL ET APPROPRIATION URBAINE

Claude BOLI

Le touriste français qui arrive à Manchester le samedi après-midi, le jour d'un match, a l'occasion d'observer de près l'engouement social du football en Angleterre. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, l'assistance aux rencontres de football professionnel constitue un loisir significatif des modes de vie citadine. Cet article a pour objet d'exposer quelques éléments déterminants de la culture urbaine, à travers le prisme de la popularité du football dans l'Angleterre de la fin de l'ère victorienne à nos jours.

Nous démontrerons que l'engouement autour du football est une caractéristique marquante des styles de vie urbaine. D'autre part, nous révélerons comment le jour de match constitue un moment de visibilité des dispositions individuelles liées à la culture populaire. Trois aspects seront particulièrement analysés. Nous commencerons par livrer les significations du samedi après-midi dans l'histoire culturelle des loisirs de masse. Les pratiques de représentations des supporters permettront ensuite de souligner les imbrications entre les comportements valorisés dans la culture ouvrière et l'univers du football professionnel. Enfin, nous verrons que les mutations sociales ont sensiblement modifié la population de supporters et introduit d'autres modalités de l'attachement au club.

Samedi après-midi : un jour singulier

L'*ethos* d'une responsabilité sociale des classes dominantes et la montée d'un activisme syndical entraînent l'avènement d'un temps de loisir. La loi de 1850 (*factory act*) qui oblige l'arrêt de travail dans les filatures de coton le samedi à partir de quatorze heures constitue un moment crucial. En nous concentrant sur une période d'enquête qui s'échelonne des années 1890 à l'aube de la Deuxième Guerre mondiale, un